

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1907

Artikel: Compétitivité : la Suisse toujours dans le peloton de tête
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025723>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Compétitivité: La Suisse toujours dans le peloton de tête

Yvette Jaggi • 10 avril 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17174>

Les classements internationaux démentent les lamentations de la droite: la Suisse pourrait investir davantage et desserrer enfin les freins à l'endettement

Au palmarès des concours internationaux de beauté économique figure régulièrement la Suisse. Elle ne remporte certes pas à chaque fois la couronne mais se retrouve toujours dans le *Top Ten* des quelque deux cents pays de la planète. La voici qui se classe cinquième dans le dernier championnat du monde du libéralisme, arbitré par *The Heritage Foundation*⁸, active depuis 1973 en qualité de *think tank* au service des valeurs de la droite américaine: libertés des entreprises et des individus, dépenses publiques limitées, défense nationale forte.

A l'aune des dix critères⁹ retenus, la Suisse atteint en 2011 un indice de liberté de 81,9 points (sur un maximum de 100) et n'a plus devant elle que les économies de Hong Kong (89,7) et de Singapour (87,2) ainsi que d'Australie (82,5) et de Nouvelle-Zélande (82,3), déjà leaders ces dernières années. En 2011, elle s'est installée en première position européenne, précédemment occupée par l'Irlande.

Les principaux points forts de la Suisse¹⁰ restent sans surprise les bons niveaux de liberté des échanges, de garantie de la propriété privée et de résistance à la corruption. Se trouvent moins bien cotés les poids de la fiscalité et des budgets publics toutes collectivités confondues, à peine plus lourds qu'au Canada et aux USA, autres fédérations d'Etats.

Les bases idéologiques du classement annuel établi par la fondation américaine proche des milieux les plus conservateurs ne manqueront pas d'inspirer les penseurs d'économiesuisse et autres tenants du libéralisme économique dans notre pays. Mais les protagonistes de l'initiative libérale-radical «*Stop à la bureaucratie*» (DP 1889¹¹) chercheraient en vain à puiser outre-Atlantique les arguments qu'ils

peinent à trouver sur place.

Quant aux *rankings* de l'IMD¹² et du World Economic Forum de Davos, tous deux reconnus depuis des années pour leur classement des pays d'après leur compétitivité, ils parlent un langage très net. La Suisse s'y retrouve le plus souvent dans le quatuor de tête, voire en première position¹³ comme en 2009 et 2010 pour le WEF. L'IMD attribue «*l'excellente position*» de la Suisse à ses modestes déficits et endettement publics, à ses bas taux d'inflation et de chômage ainsi qu'à son imparable capacité d'exporter.

Au reste, tous les commentaires s'accordent à féliciter la Suisse pour son habile et rapide sortie de la crise financière dont les séquelles font encore mal dans tant de pays. Du coup, les esprits évoluent, même dans la prudente Helvétie. Ainsi, la rigueur qui était de mise encore tout récemment se trouve désormais battue en brèche par ceux-là même qui la préconisaient à cor et à cri. Exemple tout récent et particulièrement significatif: à peine terminé le douloureux exercice de réduction budgétaire imposé par la droite en ville de Zurich, les élus bourgeois rivalisent d'imagination pour justifier le rétablissement des dépenses supprimées, à commencer par l'une des plus coûteuses, la fameuse rénovation du stade du Hardturm¹⁴ tout récemment relancée sur la proposition du PDC, pourtant membre de la *Sparallianz* bourgeoise qui a imposé plus de 200 millions de francs d'économies au budget de la ville pour l'année courante.

Sous la pression de la croissance maintenue et de la pression démographique, même les partis bourgeois veulent que l'Etat profite des taux encore bas pour investir. L'AGEFI¹⁵, proche des milieux économiques, assure que c'est «*le moment de relancer l'endettement*», dans l'Arc lémanique tout spécialement. Hans-Rudolf Merz est décidément bien loin. Mais Pascal Broulis, lui, toujours aux affaires, se tient debout sur le frein à l'endettement.